Zeitschrift: Ingénieurs et architectes suisses
Band: 112 (1986)
Heft: 24

Artikel: Etonnement sans borne après une catastrophe?
Autor: Weibel, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-76025

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Cohabitation entre architectes et ingénieurs : un pari

par Arlette Ortis, Genève

La charge de présidente de la section genevoise de la SIA comporte certaines obligations fort agréables, telle notamment celle de saluer des confrères venus de toute la Suisse[1].

Puisque ce sont à tour de rôle des architectes, des ingénieurs civils et des ingénieurs d'autres spécialités qui se succèdent à la présidence d'une section, le maintien d'un certain équilibre, que ce soit dans nos interventions et nos prises de position vis-à-vis de l'extérieur ou dans les manifestations que nous organisons, passe par une alternance judicieuse de sujets intéressant architectes ou ingénieurs.

Cette recherche d'équilibre est tout un art. Cette «cohabitation» se construit.

Elle date du XIXe siècle, qui croyait au progrès avant tout: en 1809 en effet, Napoléon fondait l'Ecole des Beaux-Arts, dans le but de maintenir l'unité entre l'architecture et les arts plastiques. Malheureusement, l'école était dirigée de telle façon qu'il en résulta des conséquences désastreuses, et c'est ainsi que dès les débuts du siècle deux pôles antagonistes s'affrontèrent: l'Ecole des Beaux-Arts et l'Ecole polytechnique (de quelques années son aînée puisqu'elle avait été fondée en 1794, pendant la Révolution française)!

Le constat le plus souvent dressé autour de 1800 sur la situation réciproque des architectes et des ingénieurs révèle un fantastique déséquilibre en votre faveur, Messieurs les ingénieurs! La gestion et la production du territoire, conçues par de véritables professionnels, s'accordaient davantage aux grands desseins de l'Etat centralisateur que la tradition de l'architecture royale. L'utilité primait sur la beauté, sans vouloir vous offenser...

Si l'on feuillette les revues d'architecture de l'époque, on constate qu'un thème de préoccupation revient régulièrement au XIXe siècle:

- Quels sont les rapports entre l'ingénieur et l'architecte? Comment se répartissent leurs fonctions? Y a-t-il identité entre eux?

En soutenant que l'on devait permettre aux méthodes de construction d'influer plus sur le caractère d'un bâtiment, on créait implicitement des rapports nouveaux entre ingénieurs et architectes, et l'ingénieur allait empiéter de plus en plus sur le domaine de l'architecte.

Après 1850, le moment des constructions en fer des expositions universelles, les méthodes de l'ingénieur firent leur entrée dans le domaine de l'architecture. Cette entrée posa plus franchement encore le problème des rapports entre l'architecte et l'ingénieur, problème qui devenait de plus en plus irritant et qu'il était urgent de résoudre.

En 1877, l'Académie a même mis au concours le sujet suivant: «L'union ou la séparation des ingénieurs et des architectes.» Davioud (l'architecte du Trocadéro) remporta le concours avec cette réponse: «L'union entre l'architecte et l'ingénieur doit être indissoluble. L'accord ne se fera réel, complet, fécond que le jour où l'architecte et l'ingénieur, l'artiste et le savant seront confondus dans la même personne...»

L'évolution est relativement rapide; en 1899, dans un article intitulé «Die Rolle der Ingenieure in der modernen Architektur» Henry Van de Velde fit remarquer qu'«il y avait une catégorie de gens auxquels on ne pouvait plus longtemps refuser le titre d'artistes. Ces artistes, créateurs de l'architecture nouvelle, ce sont les ingénieurs». C'est toujours Van de Velde qui dit que «la beauté extraordinaire qui caractérise les œuvres des ingénieurs vient de l'inconscience où ils sont de leurs possibilités artistiques. Tout comme les créateurs de nos cathédrales n'étaient pas conscients de la magnificence de leur œuvre.»

Et c'est pendant cette période que je viens d'évoquer, au milieu de cette recherche de définition et d'équilibre, que la SIA était créée, en 1837, il y a près de 150 ans comme vous le savez, réunissant dans une même société le monde de l'architecture et celui de l'ingénieur.

Cette réunion s'est tellement bien accomplie, que l'architecte d'aujourd'hui a réussi à assimiler les progrès techniques accomplis par l'ingénieur et qu'il a même tendance parfois à exiger plus que l'ingénieur ne peut donner. Vous ne me contredirez sans doute pas sur ce sujet...

Si votre bref séjour à Genève vous laisse le temps de marcher un peu en ville, vous trouverez un intérêt certain à déchiffrer le passé de Genève quand je vous aurai rappelé que les grands travaux entrepris sous la Restauration genevoise se caractérisent par l'alliance très particulière d'un ingénieur et d'un architecte: le polytechnicien Guillaume-Henri Dufour, et Samuel Vaucher, élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. On rencontre leur double signature sur un certain nombre de plans: le Musée Rath, la Corraterie, le quai des Bergues, notamment. A eux deux ils vont créer une image moderne de Genève et nous donner, à nous autres membres de la SIA d'aujourd'hui, une démonstration éclatante d'une cohabitation bien comprise.

Adresse de l'auteur:
Arlette Ortis, architecte SIA
Présidente de la section Genève
de la SIA
Rue Saint-Léger 4
1205 Genève

[1] Allocution prononcée à l'occasion de la journée d'étude du Groupe spécialisé des ponts et charpentes (GPC) «Grands chantiers de la région genevoise», le 26 septembre 1986.

Etonnement sans borne après une catastrophe ?

par Jean-Pierre Weibel, rédacteur en chef

Le monde n'est plus ce qu'il était: la Suisse, si fière d'une nature (relativement) intacte et d'un air (relativement) pur, est montrée du doigt par la communauté internationale — non sans une certaine *Schadenfreude* de la part de certains commentateurs — pour avoir empoisonné la noble artère européenne qu'est le Rhin. Par-delà les passions, attisées par d'aucuns, sous-estimées par d'autres, Schweizerhalle pose le problème de ce que nous souhaitons et du prix que nous sommes disposés à payer la réalisation de nos vœux — ou à la faire payer par d'autres — ainsi que de la cohérence de notre attitude envers la technique et l'industrie.

«Du mariage de raison au divorce de déraison», avais-je intitulé des réflexions sur les relations entre l'homme et la nature[1]. Les questions que j'y posais ont trouvé une réponse que personne n'osait envisager. Courons-nous à l'aveuglette à notre perte?

Le confort inconscient

Dimanche 9 novembre, des milliers de Bâlois sont descendus dans la rue pour protester contre l'industrie chimique. La peur étant mauvaise conseillère, leurs imprécations ne manquent pas de contradictions. Fallait-il vraiment un tel accident pour leur rappeler que c'est précisément à l'industrie chimique et à ses progrès qu'ils doivent une situation éco-

[1] *L'homme et la nature: du mariage de raison au divorce de déraison*, *IAS* nº 7 du 27 mars 1986.

nomique privilégiée dans notre pays? Il fait bon vivre à Bâle: la culture y est présente par les témoins prestigieux de son histoire, par un héritage artistique peut-être unique en Suisse.

La culture et les arts ne sont pas des disciplines mortes sur les rives du Rhin. Heureuse ville, qui peut acquérir, pour des millions de francs, des collections d'art contemporain, alors qu'ailleurs on mesure les fonds avec une âpre parcimonie, au point de laisser partir les documents offerts par Serge Lifar sur l'extraordinaire aventure artistique contemporaine qu'ont été les Ballets russes, par exemple. On célèbre cette année le 80e anniversaire d'un des plus grands mécènes musicaux au monde, le chef d'orchestre Paul Sacher. Est-il déplacé de rappeler que c'est aux succès de l'industrie chimique bâloise qu'on doit les sources de sa générosité, qui a marqué plus d'un demi-siècle de la vie musicale mondiale?

Il serait évidemment absurde de prétendre que la prospérité bâloise, le mécénat éclairé sont à mettre en balance avec des accidents comme celui de Schweizerhalle. Mais il est certainement malhonnête de feindre découvrir aujourd'hui les risques liés à la présence d'une telle industrie. Pire: on ne saurait se donner bonne conscience après coup en voulant couper la main qui a si généreusement prodigué ses largesses. Loin de moi de prétendre que l'industrie chimique a fait de son personnel des complices en payant des salaires de pointe, assortis d'avantages sociaux qui font rêver la plupart des autres salariés suisses: le travail fourni dans ces usines est aussi dur qu'ailleurs et a contribué, aussi bien que les investissements dans la recherche, à l'essor mondial de la chimie suisse.

Mais de grâce, qu'on évite de nous faire croire qu'on en découvre aujourd'hui seulement les dangers, perfidement dissimulés jusqu'ici.

D'abord des remèdes

Que penser, en entendant un ministre français clamer qu'il allait faire payer les Suisses, alors qu'on ne savait même pas encore de quelle nature était la pollution? Même en faisant la part d'une concurrence étrangère point mécontente de voir une maison suisse aux prises avec de grosses difficultés, on est effaré de constater que de telles préoccupations puissent primer, à un si haut niveau, sur la volonté de combattre en commun les conséquences du désastre pour le milieu vital. Une fois qu'un commencement de solution aura été apporté à cette tâche prioritaire, il sera bien temps de faire passer à la caisse les responsables: on ne risque pas de voir la Suisse se sauver en Amérique du Sud ou aux Caraïbes, comme un vulgaire escroc!

Et là, il faut poser les bonnes questions à l'industrie chimique, pas toujours passionnée par l'information: sachant élaborer des produits aussi dangereux, elle doit bien savoir comment combattre les conséquences d'accidents toujours possibles. L'industrie nucléaire suisse affirme, avec une bonne apparence de crédibilité, que les centrales suisses sont conçues et équipées de façon à rendre impossible qu'un accident s'y développe comme à Tchernobyl[2]. L'industrie chimique suisse serait-elle moins perfectionniste et la notion de confinement des séquelles d'un accident ou d'une erreur elle étrangère? Ne mentionnons la pratique – paraît-il courante – de profiter d'une pollution majeure d'un concurrent pour se débarrasser discrètement de ses propres déchets que pour en fustiger le caractère criminel.

La presse n'ayant pas pour mission, comme elle le proclame, d'annoncer les trains qui arrivent à l'heure, tout ce que l'industrie chimique a fait pour la santé et le bien-être de l'homme, pour l'amélioration de l'agriculture ou l'essor de la culture ne saurait peser d'aucun poids face au désastre actuel.

En étant incapable de donner la composition de tous les produits échappés dans l'atmosphère, la Maison Sandoz s'est causé à elle-même comme à toute l'industrie chimique un tort difficilement réparable. On en sait actuellement trop peu pour juger de l'impact de ces lacunes sur les mesures de lutte contre le sinistre.

L'information par mauvais temps

Il est très facile de publier des bulletins de victoire, qu'il s'agisse de montants de dividendes, d'un lancement réussi ou de la création de nouveaux emplois; le météorologue annonçant au pilote qu'il aura une visibilité illimitée sur tout son trajet ne risque pas de passer pour un génie scientifique. Il réservera sa concentration pour le moment où il devra le conseiller par mauvais temps, lui expliquer les dangers qui menacent son vol et lui proposer les routes moins périlleuses.

L'accident de la navette spatiale *Challenger* a trouvé les responsables de la NASA incapables de s'adresser au public, avec les mots qu'il fallait. Ils ont alors découvert que la presse était un interlocuteur impitoyable, qu'il s'agissait non pas de convaincre que l'accident ne s'était pas produit, mais qu'on allait retrousser les manches pour préparer un avenir plus sûr. Il est certes douloureux de voir des interlocuteurs qu'on avait connus intéressés et compréhensifs se muer en juges froids et impitoyables. C'est l'expérience que d'aucuns ont faite après l'accident de Schweizerhalle.

Le sentiment prévaut qu'à Bâle, l'information donnée était à la mesure de ce que l'on savait réellement sur l'accident, c'est-à-dire peu de chose. Sans aller jusqu'à simuler une activité que ne permettaient pas encore les événements, les industriels et les autorités auraient dû être suffisamment préparés pour offrir des solutions praticables. Confrontés à un public redoutable, puisque composé en majorité de jeunes peu enclins à faire la part des choses et à reconnaître ce dont ils étaient redevables à l'industrie chimique, mais prompts à suivre des slogans, ces responsables se sont voulus apaisants, paternalistes. Parce qu'ils sont durement touchés dans leurs certitudes, ils attendent une compréhension qu'on leur refuse avec d'autant plus de hargne qu'on leur avait fait bien davantage confiance qu'aux responsables de l'énergie nucléaire, par exemple.

Un domaine de recherche prioritaire

Des semaines et des mois s'écouleront avant qu'on puisse mesurer pleinement l'impact de la catastrophe sur la vie dans les eaux et autour du fleuve. Pourtant, l'industrie chimique doit établir rapidement quels produits se sont déversés dans le fleuve et analyser leur effet sur le biotope. Les moyens de recherche considérables qui lui ont permis de se porter et de se maintenir à la pointe du progrès peuvent certainement être mis au service de l'assainissement et de la régénération du fleuve. On imagine mal qui pourrait mieux que les fabricants de ces toxiques étudier les moyens de les neutraliser. Une telle activité est bien plus importante encore que la volonté, exprimée par un cadre de Sandoz, d'indemniser les victimes de la pollution. Les vraies victimes, ce ne sont ni les pêcheurs, mais les poissons, ni les brasseries privées de leur alimentation en eau, mais toute la faune et la flore limnicoles foudroyées par le poison. Leur disparition est un dommage qui ne se mesure ni en francs suisses ou français, ni en marks ou en florins. Ce ne sont pas des indemnités qui recréeront un cadre de vie, mais des solutions constructives, qu'on attend aujourd'hui des chimistes eux-mêmes. Oh, pas seulement des chimistes de Sandoz, mais également de leurs collègues qui, aujourd'hui, continuent de manipuler et de stocker des produits terriblement nocifs en puissance, sans qu'on puisse être certain que la sécurité et les plans de secours soient nécessairement meilleurs qu'à Schweizerhalle. L'écologie étant vitale pour l'ensemble du globe, on ne saurait en abandonner le souci exclusif aux écologistes: chaque activité humaine devrait être jaugée sous cet aspect par ceux-là même qui en comprennent la portée et les mécanismes. La responsabilité du détenteur des connaissances ne souffre aucune circonstance atténuante.

Mieux vaut se pénétrer de cette certitude avant de se mettre au travail.

Jean-Pierre Weibel

[2] La confiance qu'on lui accorde se mesure par le tollé dans la presse après l'arrêt involontaire d'une centrale, dû à l'actionnement involontaire du dispositif de sécurité: la démonstration du fonctionnement correct du frein de secours est nettement moins bien prisée que pour le chemin de fer!